

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203713]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification des articles 11, 13 et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 juillet 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 septembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu le protocole de négociation n° 615 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 20 décembre 2013;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du 27 mars 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le cadre organique des services administratifs comporte, d'une part, les intitulés des Directions générales, des Départements et des Directions et, d'autre part, les emplois liés aux grades de secrétaire général, de directeur général, d'inspecteur général, de directeur, ainsi que ceux liés aux grades d'encadrement.

Par service, il faut entendre une direction ou une entité non constituée en direction dans les services extérieurs.

Le Gouvernement arrête le cadre organique. »

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'organigramme regroupe l'ensemble des emplois occupés, déclarés vacants et inoccupés dans les services continus.

Il les répartit entre les départements, directions et autres services.

L'organigramme précise le grade, le métier et la résidence administrative des emplois.

L'organigramme identifie les emplois des services continus. Un emploi en service continu est un emploi d'un service qui remplit au moins un des critères suivants :

1° fonctionne 7 jours sur 7, 24 h sur 24 h;

2° ne peut être interrompu sans préjudice grave pour l'ordre public et la sécurité;

3° répond aux besoins logistiques internes indispensables au bon fonctionnement de l'administration.

3° un paragraphe 2bis est inséré :

« § 2bis. Le plan de personnel est un instrument qui permet au secrétaire général et aux directeurs généraux de planifier, pour l'année n+1 et n+2 (étant entendu que l'année en cours correspond à « n », les besoins de personnel de leurs services, hors services continus, aux rangs de recrutement et de promotion visés aux articles 49, § 2 et 56, § 2, chacun pour ce qui le concerne.

Les membres du Gouvernement examinent la proposition d'organigramme et de plan de personnel du Comité de direction visé à l'article 163.

Conjointement à l'élaboration du budget initial des dépenses de chaque année, le Gouvernement, arrête l'organigramme et vise le plan de personnel concerté avec les organisations syndicales représentatives.

Le comité de direction peut modifier la répartition des emplois entre les départements, directions et autres services. Il peut également modifier le métier et la résidence administrative des emplois.

Le Gouvernement fixe une enveloppe budgétaire, pour le secrétariat général et par direction générale, permettant du recrutement et des promotions visés aux articles 49, § 2, et 56, § 2.

Dans les organismes, l'organe de gestion ou le ministre fonctionnel si l'organisme ne dispose pas d'organe de gestion fixe une enveloppe budgétaire permettant le recrutement et les promotions précitées. ».

Art. 2. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, le mot « annuellement » est inséré entre « vacants » et « les emplois ».

L'article 13, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Les déclarations de vacances des emplois de recrutement et des emplois de promotion visés aux articles 49, § 2, et 56, § 2, sont réalisées dans les limites de l'enveloppe budgétaire annuelle visée à l'article 11, § 2bis, alinéa 2.

Le secrétaire général, sur proposition du comité de direction dont relève l'emploi, déclare vacants les emplois de recrutement et les emplois de promotion correspondant à 2/3 de l'enveloppe budgétaire.

Le Gouvernement, sur proposition du comité stratégique, déclare vacants les emplois de recrutement correspondant au 1/3 restant de l'enveloppe budgétaire.

Le secrétaire général, sur proposition du comité de direction dont relève l'emploi, déclare vacants les emplois de recrutement qui ne font pas partie de l'enveloppe 2/3.

Dans les organismes, l'organe de gestion ou le ministre fonctionnel si l'organisme ne dispose pas d'organe de gestion déclare vacants les emplois de recrutement et les emplois de promotion correspondant à l'enveloppe budgétaire, sur proposition du comité de direction. ».

Art. 3. L'article 15 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Il est pourvu à la vacance d'un emploi de recrutement successivement par :

1° promotion par accession à un niveau supérieur;

2° recrutement.

Toutefois, le comité de direction dont relève l'emploi, peut déroger à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il en informe le Secrétaire général qui pourvoit à l'emploi successivement par :

1° promotion par accession à un niveau supérieur;

2° mutation;

3° mobilité interne ou externe;

4° recrutement. ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203713]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Artikel 11, 13 und 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 2. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 19. September 2012 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Dezember 2013 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 615 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch den Erlass vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Der Stellenplan der administrativen Dienststellen beinhaltet einerseits die Bezeichnungen der Generaldirektionen, der Abteilungen und der Direktionen und andererseits die Stellen, die mit den Dienstgraden des Generalsekretärs, des Generaldirektors, des Generalinspektors und des Direktors, sowie diejenigen, die mit den Führungsdienstgraden verbunden sind.

Unter "Dienststelle" ist eine Direktion oder eine nicht als Direktion organisierte Einheit in den Außendienststellen zu verstehen.

Die Regierung legt den Stellenplan fest.“

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 2. Der Organisationsplan umfasst alle besetzten, für offen erklärten und unbesetzten Stellen in den durchgehenden Diensten.

In dem Plan werden diese Stellen unter die Abteilungen, Direktionen und sonstigen Dienststellen aufgeteilt.

Im Organisationsplan werden der Dienstgrad, der Beruf und der Amtssitz in Bezug auf eine jede Stelle angegeben.

Im Organisationsplan wird klargestellt, welche Stellen mit durchgehenden Diensten verbunden sind. Eine Stelle im durchgehenden Dienst ist eine Stelle in einem Dienst, der mindestens eines der nachstehenden Kriterien erfüllt:

1° sieben Tage die Woche rund um die Uhr besetzt sein;

2° nicht ohne schwere Beeinträchtigung der öffentlichen Ordnung und der Sicherheit unterbrochen werden können;

3° die für den reibungslosen Arbeitsablauf der Verwaltung unumgänglichen internen Logistikbedürfnisse erfüllen.“

3° Es wird ein Paragraph *2bis* eingefügt:

„§ *2bis*. Der Personalplan ist ein Instrument, das dem Generalsekretär und den Generaldirektoren in ihren jeweiligen eigenen Bereichen die Vorausplanung des Personalbedarfs ihrer Dienststellen mit Ausnahme der durchgehenden Dienste für die Jahre $n+1$ und $n+2$ - wobei "n" dem laufenden Jahr entspricht - in den Anwerbungs- und Beförderungsrängen gemäß Art. 49 § 2 und 56 § 2 ermöglichen soll.

Die Regierungsmitglieder überprüfen den Vorschlag eines Organisations- und eines Personalplans des in Artikel 163 angeführten Direktionsausschusses.

Neben der Aufstellung des ursprünglichen Ausgabenhaushaltsplans eines jeden Jahres legt die Regierung den Organisationsplan fest und zeichnet den gemeinsam mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen abgestimmten Personalplan ab.

Der Direktionsausschuss kann Änderungen an der Aufteilung der Stellen unter den Abteilungen, Direktionen und sonstigen Dienststellen vornehmen. Den Dienstgrad, den Beruf und den Amtssitz in Bezug auf eine jede Stelle kann er ebenfalls ändern.

Die Regierung setzt für das Generalsekretariat und für jede Generaldirektion einen Haushaltsbetrag fest, der Anwerbungen und Beförderungen gemäß Art. 49 § 2 und 56 § 2 ermöglichen soll.

In den Einrichtungen setzt das Verwaltungsorgan oder der zuständige Minister - wenn die Einrichtung über kein Verwaltungsorgan verfügt - einen Haushaltsbetrag fest, der die vorgenannten Anwerbungen und Beförderungen ermöglichen soll.“

Art. 2 - In Artikel 13 Absatz 1 wird das Wort "jährlich" zwischen "die Stellen als Direktor und Generalinspektor" und "für offen" eingefügt.

Artikel 13 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Offenerklärung der Anwerbungs- und Beförderungsstellen gemäß Art. 49 § 2 und 56 § 2 erfolgt innerhalb der Grenzen des in Artikel 11 § 2 bis Absatz 2 genannten jährlichen Haushaltsbetrags.

Auf Vorschlag des Direktionsausschusses, von dem die betreffende Stelle abhängt, erklärt der Generalsekretär die 2/3 des Haushaltsbetrags entsprechenden Anwerbungs- und Beförderungsstellen für offen.

Auf Vorschlag des strategischen Ausschusses erklärt die Regierung die Anwerbungsstellen für offen, die dem verbleibenden 1/3 des Haushaltsbetrags entsprechen.

Auf Vorschlag des Direktionsausschusses, von dem die betreffende Stelle abhängt, erklärt der Generalsekretär die Anwerbungsstellen für offen, die nicht durch die vorgenannten 2/3 des Haushaltsbetrags abgedeckt werden.

In den Einrichtungen erklärt das Verwaltungsorgan oder der zuständige Minister - wenn die Einrichtung über kein Verwaltungsorgan verfügt - die dem Haushaltsbetrag entsprechenden Anwerbungs- und Beförderungsstellen auf Vorschlag des Direktionsausschusses für offen."

Art. 3 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Eine offene Anwendungsstelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Beförderung auf der Grundlage des Aufstiegs in die höhere Stufe;

2° Anwerbung.

Der Direktionsausschuss, von dem die Stelle abhängt, kann aber von Absatz 1 abweichen. In diesem Fall verständigt er den Generalsekretär darüber, der die Stelle aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Beförderung auf der Grundlage des Aufstiegs in die höhere Stufe;

2° Versetzung;

3° interne oder externe Mobilität;

4° Anwerbung."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 5 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203713]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de artikelen 11, 13 en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 juli 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 september 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 615 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 20 december 2013;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De organieke personeelsformatie van de administratieve diensten bevat, enerzijds, de benamingen van de Directoraten-generaal, de Departementen en de Directies en, anderzijds, de betrekkingen gebonden aan de graden van secretaris-generaal, directeur-generaal, inspecteur-generaal, directeur alsmede die gebonden aan de leidinggevende graden.

Onder dienst dient een directie of een entiteit te worden verstaan die in de buitendiensten niet als directie is opgericht.

De Regering legt de organieke personeelsformatie vast."

2° Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Het organogram omvat het geheel van de bezette betrekkingen, die vacant verklaard en onbezet zijn in de continudiensten.

Ze worden door hem verdeeld tussen de departementen, directies en andere diensten.

Het organogram bepaalt de graad, het beroep en de administratieve standplaats van de betrekkingen.

Het organogram identificeert de betrekkingen in de continudiensten. Een betrekking in continudienst is een betrekking die minstens aan één van de volgende criteria voldoet :

1° werkt 7 dagen op 7, 24 uren op 24;

2° mag niet onderbroken worden zonder ernstige schade te berokkenen aan de openbare orde en de veiligheid;

3° voldoet aan de interne logistieke behoeften die nodig zijn voor de goede werking van de administratie.

3° er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd :

« § *2bis*. Het personeelsplan is een instrument dat de secretaris-generaal en de directeurs-generaal de mogelijkheid biedt om voor het jaar n+1 en n+2 (met dien verstande dat het lopende jaar overeenstemt met "n") de personeelsbehoeften van hun diensten te plannen, continuïteitsdiensten niet meegerekend, in de wervings- en bevorderingsrang bedoeld in de artikelen 49, § 2 en 56, § 2, ieder wat hem betreft.

De leden van de Regering onderzoeken het voorstel van organogram en personeelsplan van het Directiecomité bedoeld in artikel 163.

Samen met de opstelling van de jaarlijkse oorspronkelijke begroting van de uitgaven bepaalt de Regering het organogram en viseert ze het personeelsplan dat met de representatieve vakbondsorganisaties is overlegd.

Het directiecomité kan de verdeling van de betrekkingen tussen de departementen, directies en andere diensten wijzigen. Het kan ook het beroep en de administratieve standplaats van deze betrekkingen wijzigen.

De Regering bepaalt een begrotingsenveloppe voor het secretariaat-generaal en per directoraat-generaal die de werving en de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, § 2, en 56, § 2, mogelijk maken.

In de instellingen stelt het beheersorgaan of de vakminister, als de instelling niet over een beheersorgaan beschikt, een begrotingsenveloppe vast die de bovengenoemde werving en bevorderingen toelaat."

Art. 2. In artikel 13, eerste lid, wordt het woord "jaarlijks" ingevoegd tussen "verklaart" en "de staffuncties".

Artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"De vacantverklaringen van de wervingsbetrekkingen en van de bevorderingsbetrekkingen bedoeld in de artikelen 49, § 2, en 56, § 2, worden uitgevoerd binnen de perken van de jaarlijkse begrotingsenveloppe bedoeld in artikel 11, § *2bis*, tweede lid.

Op voorstel van het directiecomité waaronder de betrekking ressorteert, verklaart de secretaris-generaal de wervingsbetrekkingen en de bevorderingsbetrekkingen vacant die overeenstemmen met 2/3 van de begrotingsenveloppe.

Op voorstel van het strategisch comité kan de Regering de wervingsbetrekkingen vacant verklaren die overeenstemmen met het resterende 1/3 van de begrotingsenveloppe.

Op voorstel van het directiecomité waaronder de betrekking ressorteert, verklaart de secretaris-generaal de wervingsbetrekkingen vacant die niet overeenstemmen met de 2/3 enveloppe.

In de instellingen verklaart het beheersorgaan of de vakminister, als de instelling niet over een beheersorgaan beschikt, de wervingsbetrekkingen en de bevorderingsbetrekkingen vacant die overeenstemmen met de begrotingsenveloppe, op voorstel van het directiecomité."

Art. 3. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Een vacante wervingsbetrekking wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° bevordering door overgang naar een hoger niveau;

2° werving.

Het directiecomité waaronder de betrekking ressorteert, kan evenwel afwijken van het eerste lid. In dit geval brengt het comité de secretaris-generaal hiervan op de hoogte die de betrekking achtereenvolgens invult bij :

1° bevordering door overgang naar een hoger niveau;

2° mutatie;

3° interne of externe mobiliteit;

4° werving."

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2014.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203714]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant l'installation d'une conduite d'eau dans la réserve naturelle domaniale « Lesse et Lomme » à Tellin

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 11 modifié par le décret du 6 décembre 2001, ainsi que l'article 41 modifié par les décrets du 7 septembre 1989 et du 6 décembre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991, établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales en dehors des chemins ouverts à la circulation publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant création de la réserve naturelle domaniale « Lesse et Lomme »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2013 modifiant le périmètre et les conditions de gestion de la réserve naturelle domaniale « Lesse et Lomme » à Ave-et-Auffe, Han-sur-Lesse, Wavreille et Lavaux-Sainte-Anne (Rochefort) et Bure et Resteigne (Tellin);

Vu la demande de dérogation aux mesures de protection d'un site protégé du 14 janvier 2013 introduite par la ville de Rochefort pour le placement d'une conduite d'eau entre les réservoirs de Ave et de Belvaux dans la partie de la réserve naturelle domaniale de « Lesse et Lomme » dite « Les Pairées » à Tellin;

Vu l'avis favorable conditionné du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 29 avril 2014;

Considérant que les travaux envisagés sont de faibles ampleurs et tels que décrits dans le formulaire de demande de dérogations;